

**Lurelu**

La seule revue québécoise exclusivement consacrée à la littérature pour la jeunesse



## 1973-1975 : La crise de croissance de Communication-Jeunesse

Raymond Vézina

---

Volume 22, numéro 3, hiver 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/12231ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Association Lurelu

ISSN

0705-6567 (imprimé)

1923-2330 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Vézina, R. (2000). 1973-1975 : La crise de croissance de Communication-Jeunesse. *Lurelu*, 22(3), 61-63.

# 1973-1975 : La crise de croissance de Communication-Jeunesse

Raymond Vézina

## Un grand vide culturel

Communication-Jeunesse est né au moment où, à la suite de la Révolution tranquille, personne n'accordait vraiment d'importance à la culture : on n'en avait que pour l'éducation — *Qui s'instruit s'enrichit* — et pour le développement économique — *Bâtir le Québec*. Pourtant, lors de l'annonce de sa création en 1960, le premier ministre Jean Lesage avait déclaré que le futur ministère des Affaires culturelles (remarquez le mot *Affaires...*) serait, en quelque sorte, «un ministère de la civilisation canadienne-française, le plus grand et le plus efficace serviteur du fait français en Amérique<sup>1</sup>».

Mais, au début des années 1970, la situation anarchique, instable et anachronique décrite en 1960 dans le rapport Bouchard n'avait aucunement changé, ayant comme conséquences le sous-développement de la lecture et des bibliothèques publiques, et l'invasion par les sociétés étrangères des réseaux de distribution du livre. Qu'on se rappelle l'affaire Hachette (1969) et le rachat par cette maison, en 1971, de 45 % des actions du Centre éducatif et culturel, puis du réseau des librairies Garneau. À cette époque, les divers ministres des Affaires culturelles, et même le premier titulaire, Georges-Émile Lapalme, ne faisaient pas le poids au sein du gouvernement. Leurs projets étaient qualifiés de «papiers de joueurs de flûte<sup>2</sup>», selon l'expression de Guy Frégault, le premier responsable du Service des arts et des lettres. Cette absence de politique culturelle explique en bonne partie la disparition presque totale de l'édition de livres pour la jeunesse au cours de cette sombre période. C'est la réaction de désespoir de quelques auteurs reconnus qui conduira à la fondation de Communication-Jeunesse. On comprend alors pourquoi, dans ce contexte, l'organisme aura autant de difficulté à obtenir du financement de la part du gouvernement du Québec pendant cette phase cruciale de son développement.

Comme exemple de cette incurie, je me permets de relater l'aventure de la première participation québécoise à la Foire du livre pour enfants de Bologne, en avril 1974. À l'automne 1973, le MAC contactait le président d'alors pour lui offrir d'assister à cette importante manifestation. Ravi d'une telle proposition, je sollicite des livres chez quelques maisons d'édition et nous réservons un stand. N'ayant aucune nouvelle du ministère à la mi-février, je rappelle le responsable du Service des lettres. Il me répond candidement par une parabole : «Quelqu'un, en haut lieu, a noyé le poisson.»

Grâce à la générosité de Jacques Payette, président de la maison Héritage où j'étais alors directeur littéraire, la participation du Québec a quand même été assurée, son fils Luc partageant avec moi la présence au stand.

## L'enthousiasme dans la précarité

Au moment où l'on me confie la présidence de Communication-Jeunesse le 14 juin 1973, l'organisme compte environ cent cinquante membres et dispose de 3400 \$ en caisse. La cotisation est de dix dollars pour les membres actifs et de cinq dollars pour les étudiants. Les recettes de l'année financière terminée au 31 mars sont de 10 420 \$, dont huit mille dollars proviennent du financement accordé par le Conseil des Arts du Canada pour la publication de quatre bulletins d'information et de la première brochure de biographies d'auteurs québécois pour la jeunesse. Celui-ci dispose en effet de fonds accrus destinés à la promotion de l'identité canadienne, alors que le budget du ministère des Affaires culturelles stagne depuis plusieurs années aux environs de 0,05 % du budget de la province de Québec.

Lors d'une rencontre avec le directeur du Service des lettres du MAC, le conseil d'administration de CJ présente six propositions d'aide financière en faveur du livre québécois pour la jeunesse et deux demandes de soutien au fonctionnement de l'organisme. Elles portent sur : 1) l'édition et la production; 2) la diffusion; 3) l'incitation à l'achat par les établissements subventionnés tels les écoles, les bibliothèques, les hôpitaux; 4) la reprise d'un concours littéraire sur manuscrits; 5) l'assistance aux auteurs pour la mise au point des manuscrits; 6) l'acquisition de livres en vue d'une diffusion hors du Québec et du Canada; 7) l'établissement d'un centre de documentation; 8) le fonctionnement du secrétariat et la fourniture d'un local à cette fin. Les réponses du fonctionnaire sont soit négatives, soit évasives... D'autres requêtes présentées au MAC pour éponger le déficit accumulé (1200 \$) lors de notre participation au Salon de la femme et pour l'impression de la deuxième brochure de biographies seront aussi refusées. C'est le Conseil des Arts du Canada qui, finalement, comblera ces manques à gagner.

En dépit de l'indigence relative qui est son lot, les projets foisonnent au sein de CJ. Paule Daveluy écrit, dans son rapport de présidente sortante à l'assemblée générale de 1973 : «...à travers un déferlement d'activités, Communication-Jeunesse a réussi à se donner une image» et elle ajoute, dans un carnet personnel : «Nous avons réussi à percer le mur de l'indifférence.» Et cela était vrai. En deux ans, avec peu de moyens, le petit groupe de bénévoles acharnés a organisé un important colloque sur la création culturelle pour les jeunes, qui fera d'ailleurs l'objet d'une publication<sup>3</sup>; CJ a lancé la première brochure de biographies d'auteurs, rédigé deux mémoires à l'intention des instances gouvernementales, tissé des liens avec des personnes et des organismes œuvrant dans le même domaine au Canada et à l'étranger.

Le conseil nouvellement élu en 1973 ne veut pas être en reste et il élabore un ambitieux programme d'action. La priorité est donnée à des interventions directes auprès des libraires et du grand public, un comité étant formé à cette fin. Animé principalement par Jean-Pierre Dion, Jeanne Saint-Pierre et Rita Gagnon, le comité organise dans les hôpitaux, les écoles ou les centres de loisirs des expositions animées présentant une centaine de titres. Les librairies du coin sont contactées : on leur remet une liste des titres exposés, et on les invite à en mettre une sélection en vitrine. La plus grande réussite du comité a été l'organisation, en novembre 1974, d'une journée du livre pour la jeunesse au centre récréatif de Saint-Henri. Près de 300 personnes ont profité de l'exposition de CJ, de la vente de livres en kiosque par les éditeurs, d'un concert de musique et d'une représentation de marionnettes et d'activités de bricolage. Un vidéo a aussi été réalisé, captant les réactions d'enfants à l'égard de leurs livres préférés.

Hélas, la collaboration des libraires à ces activités s'avère décevante. Une demande de rencontre est faite auprès de l'Association des libraires pour stimuler leur intérêt envers la promotion du livre d'ici et solliciter leur coopération. Ce n'est qu'après trois mois de «réflexion» et une consultation de leur assemblée générale que les dirigeants de l'ALQ daignent enfin discuter avec les représentants de CJ. Rien de concret cependant ne sortira de cette tentative de rapprochement entre les deux groupes.

En plus de confier à Suzanne Rocher la préparation d'un mémoire au ministère de l'Éducation, le conseil maintient ou forme plusieurs comités sous la responsabilité des membres du CA : bulletin (Paule Daveluy), biographies (Louise Lemieux), recherche sur la télévision pour enfants (Suzanne Rocher), évaluation de manuscrits (Jeanne Saint-Pierre), révision des règlements (Cécile Masson et Raymond Vézina), centre de documentation (Louise Lemieux, puis Roger Lauzon). Au début de 1974, cinq demandes d'aide sont présentées sous forme de projets au Conseil des Arts du Canada : la publication des quatre bulletins et d'une brochure de biographies, ainsi que trois projets axés davantage sur l'animation et la promotion : premièrement, une campagne de publicité et de promotion directe auprès des libraires (10 000 \$), deuxièmement, le financement de recensions critiques faites par des bibliothécaires et publiées dans le *Bulletin* de CJ (15 \$ par titre — c'était l'ancêtre des sélections annuelles) et, troisièmement, la création d'un centre multidisciplinaire de l'enfant (125 000 \$). Les deux premiers sont acceptés, mais les trois autres sont déferés à un nouveau programme nommé Exploration, où ils seront refusés.

### **Le Centre de l'enfant — une perspective globalisante<sup>4</sup>**

Il importe d'expliquer ici plus en détail la nature de ce qu'on pourrait qualifier de mégaprojet pour l'époque. L'idée émanait de Roger Lauzon, animateur social membre du CA. Le projet se situait, d'une part, dans le prolongement de la vision originale des membres fondateurs de CJ, ce nom même ayant été choisi dans une perspective multidisciplinaire, d'autre part, dans la lignée des conclusions du colloque de 1972 sur la création culturelle pour la jeunesse. La structure projetée, selon une approche systémique, englobait non seulement la littérature et les autres formes de création pour et par les jeunes, mais aussi les dimensions pédagogique, psychologique, sociologique, et même médicale, de la vie de l'enfant.

Le centre devait être accessible à tous, donc situé dans un lieu de grand achalandage, un centre commercial ou un grand édifice à fonctions multiples comme la Place-Ville-Marie ou le complexe Desjardins. Ce projet répondait ainsi aux orientations initiales des fondateurs de CJ; il aurait permis d'asseoir sur une base solide les activités envisagées pour l'avenir et d'assurer un secrétariat permanent, ce qui était alors la plus grande carence de l'organisme. Nous ne disposions alors en effet que d'un petit local prêté par la commission scolaire d'Outremont, mais qui était voué à la démolition, d'une secrétaire bénévole disponible un jour par semaine et d'un service de réponse téléphonique que nous avons dû annuler par la suite, faute de ressources financières. Soumis par la suite au Secrétariat d'État du Canada qui offrait aussi des subventions dans le domaine culturel et social, le projet du Centre de l'enfant est de nouveau refusé, à notre grande consternation.

### **Les remises en question**

Le manque chronique de ressources et la nécessité pour les membres du CA d'assumer la prestation de nombreux services amènent une certaine lassitude. De plus, et les nombreux comités de réflexion et d'orientation mis sur pied en témoignent, il existe au sein du CA des tiraillements sur le choix, la nature et l'étendue des activités à poursuivre. Cela se reflète aussi chez les membres où l'on constate, à une assemblée extraordinaire tenue en juin 1974, un clivage entre les préoccupations assez conservatrices d'un certain nombre de membres et les idées plus avant-gardistes qui prédominent au Conseil.

Ce double malaise aura un impact majeur sur les assemblées générales de 1974 et de 1975 au cours desquelles seront remis en question le mandat et l'existence même de Communication-Jeunesse. En 1975, la possibilité de cesser complètement les activités est défendue par une bonne part des participants, mais une proposition de Lucie Julien à l'effet de rajuster nos



Raymond Vézina  
(photo: Huguette Martel)

services à la hauteur de nos moyens et de nous consacrer en priorité aux tâches déjà bien engagées rallie la majorité des participants<sup>5</sup>.

### Conclusion

Nous sommes bien loin aujourd'hui des préoccupations existentielles qui occupaient jadis nos esprits et nos cœurs. L'avenir a donné raison aux personnes qui ont pragmatiquement décidé de poursuivre l'aventure contre vents et marées. Au cours des années, la mission de Communication-Jeunesse a été redéfinie et précisée. Le mandat élargi qui lui a été confié par le gouvernement du Québec dans sa récente *Politique du livre et de la lecture* assure pour ainsi dire son avenir, tout en confirmant pour l'essentiel les orientations de base que l'organisme s'est données au fil du temps. Jamais la littérature de jeunesse ne s'est si bien portée au Québec, et c'est en bonne partie le résultat de l'action soutenue des dirigeants de Communication-Jeunesse et de ses membres.



### Notes

1. Cité par Ignace Cau dans *L'édition au Québec de 1960 à 1977*, ministère des Affaires culturelles, Québec, coll. «Civilisation du Québec», 1981, 230 pages. Un ouvrage indispensable, malheureusement épuisé, pour qui veut comprendre cette période critique de l'édition et de la culture québécoise. Plusieurs des données citées dans cette première partie sont tirées de cette œuvre.
2. FRÉGALTY, Guy. *Chronique des années perdues*. Montréal, Leméac, 1976, cité par Ignace Cau, *op. cit.*
3. BOULIZON, Guy. *La création culturelle pour la jeunesse*. Montréal, Leméac, 1973.
4. On en trouve une description détaillée dans le *Bulletin*, vol. 2, n° 5, mai 1975.
5. En complément d'information, on pourra lire dans le *Bulletin* de mai 1975 le rapport du président à l'assemblée annuelle, qui s'intitule *Présentation et bilan*, et où il est fait état des principales réalisations de CJ depuis ses débuts ainsi que des difficultés auxquelles l'organisme est alors confronté.

UN LIVRE EST UN CŒUR QU'IL FAUT OUVRIR

**LA LIBRAIRIE  
DU NOUVEAU MONDE**

103, RUE ST-PIERRE  
À QUÉBEC, DERRIÈRE LE MUSÉE DE LA CIVILISATION  
C.P. 83, SUCC. B  
GIK 7A1

Téléphone: (418) 694-9475 • Télécopieur: (418) 694-9486  
Service aux collectivités, Salle de montre, Ateliers d'animation du livre



**RENAUD-BRAY**  
LIVRE MUSIQUE VIDÉO JEUX PAPETERIE

**Service aux collectivités**

Montréal	Montréal	Montréal	Montréal	Montréal	Montréal	Montréal	Montréal
5252, Côte-des-Neiges	6925, Boul. Taschereau	H3T 1X8 Montréal	J4Z 1A7 Brossard	☎ : (514) 342-3395	☎ : (450) 443-0659	Fax : (514) 342-3796	Fax : (450) 443-5470

E.mail : vente@renaud-bray.com  
Site internet : http://www.renaud-bray.com

**Des nouvelles par des jeunes  
pour des jeunes!**

**Passages :**  
une merveilleuse évasion!

**Sélection de  
Communication-Jeunesse**

Commandes : Michel Lavoie  
(819) 771-7131, poste 325



**Prête-moi ta plume**

Édition de recueils de facture professionnelle  
Primaire, secondaire et collégial  
Vaste expérience

Michel Lavoie,  
auteur jeunesse et éditeur  
(819) 561-9991


